

Monsieur le Président,

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Permettez-moi de vous féliciter d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat public. Les changements climatiques constituent un défi de portée mondiale et ils ne pourront être gérés qu'à cette échelle. Ils demandent une action internationale efficace et appropriée. La réponse aux changements climatiques doit donc inclure tous les organes concernés des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, dans le cadre de leurs mandats respectifs.

Les effets néfastes des changements climatiques ont des répercussions évidentes sur la sécurité et le développement de nombreux Etats, en particulier des petits Etats insulaires en développement. Comme le note le Secrétaire général dans le rapport qu'il a présenté, suite à l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 63/281 relative aux répercussions éventuelles des changements climatiques sur la sécurité, il importe d'envisager les changements climatiques comme des « multiplicateurs de menaces ». Les changements climatiques exacerbent non seulement les menaces que constituent la pauvreté persistante, la faiblesse des institutions en matière de gestion des ressources et de règlement des conflits, les lignes de fracture et les antécédents de méfiance entre collectivités et nations, mais ils entraînent aussi des menaces nouvelles telles que la perte de territoire, menant au déplacement de populations et à l'apatridie, ou la concurrence pour des ressources internationales partagées ou non délimitées telles que l'eau.

Nos connaissances de ce sujet se sont considérablement approfondies depuis que le Conseil en a été saisi pour la première fois en avril 2007 et nous mesurons encore mieux aujourd'hui l'urgence de la situation. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique clairement qu'il est nécessaire d'agir sans tarder, et ce sur plusieurs fronts.

Les travaux doivent ainsi continuer dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour parvenir à un accord international juridiquement contraignant. Les répercussions des changements climatiques sur le bien-être des populations seront en effet en premier lieu fonction des mesures prises par la communauté internationale pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et ralentir ces changements.

Dès 2005, le Conseil de sécurité a souligné la nécessité d'adopter une vaste stratégie de prévention des conflits, qui traite les causes profondes des conflits armés et des crises politiques et sociales d'une manière globale. Dans cette logique, il importe de tenir compte des implications sécuritaires des changements climatiques dans les réflexions et mandats du Conseil, tout comme, d'une manière accrue et cohérente, dans les activités menées au niveau du système onusien et au niveau des organisations régionales et internationales.

Sans aucun doute, un vaste éventail de facteurs interdépendants tels que les tensions ethniques, les différends transfrontaliers, les inégalités croissantes au sein des sociétés et les Etats en faillite peuvent contribuer aux conflits armés. Mais le changement du climat avec ses conséquences potentiellement dramatiques en matière de sécurité, telles que les déplacements et transfèrements de population, aux premiers desquels on a déjà assistés, deviendra un facteur toujours plus important des causes profondes de conflit à mesure que le climat continuera de changer à un rythme accru.

Monsieur le Président,

Le changement du climat n'est pas équitable. Il touche surtout les plus vulnérables, ceux qui sont le moins responsables pour ses causes, mais doivent vivre au quotidien avec ses effets. C'est pour cette raison que la Coopération luxembourgeoise intègre depuis plusieurs années les questions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique de façon systématique dans ses programmes de développement. Elle contribue de même au Financement accéléré en vue de faire face au changement climatique. Ces contributions sont nouvelles et additionnelles à notre aide publique au développement, qui a atteint en 2010 1,09 % de notre Revenu National Brut.

La Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg, Mme Marie-Josée Jacobs, l'a tout récemment rappelé dans son discours lors de la 37<sup>ème</sup> session de la Conférence de la FAO, le 28 juin à Rome : nous voyons ces contributions également dans une logique de prévention des conflits, pour assurer la durabilité du développement puisque le changement climatique, comme le Secrétaire général l'a aussi relevé dans son rapport, peut mettre en danger la stabilité de pays en ralentissant la croissance économique, en aggravant la pauvreté et le désespoir et en exacerbant la vulnérabilité des populations.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

Luxembourg fully subscribes to the statement of the European Union.

Allow me to commend you on taking the initiative in organizing this public debate. Climate change constitutes a global challenge and it can only be managed on a global scale. It requires efficient and appropriate international action. The response to climate change thus needs to encompass all relevant organs of the United Nations, including the Security Council, within their respective mandates.

The adverse impacts of climate change do have manifest repercussions upon the security and development of many states, in particular Small Island Developing States. As the Secretary-General noted in the report which he presented, following the adoption of General Assembly resolution 63/281 concerning climate change and its possible security implications, climate change has to be viewed as a “threat multiplier”. Climate change not only exacerbates threats caused by persistent poverty, weak institutions for resource management and conflict resolution, fault lines and a history of mistrust between communities and nations; it also causes new threats such as loss of territory, leading to the displacement of populations and statelessness, or competition for shared or undemarcated international resources such as water.

Our knowledge on climate change has become considerably deeper since the issue was first brought before the Council in April 2007 and today we measure even better the urgency of the situation. The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) has clearly indicated the necessity to act without delay on various fronts.

Efforts have thus to be sustained in the context of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) in order to achieve a legally binding international agreement. The repercussions of climate change on the well-being of populations will indeed depend primarily on the measures taken by the international community in order to reduce greenhouse gas emissions and to slow down these changes.

As early as 2005, the Security Council has underlined the necessity to adopt a comprehensive strategy of conflict prevention, dealing with the underlying causes of armed conflict as well as political and social crises in a global way. In this logic, it is paramount that the implications of climate change on security be factored into the reflections and mandates of the Council as well as, in an enhanced and comprehensive manner, into the activities undertaken at the level of the United Nations system as a whole and at the level of regional and international organizations.

There is no doubt that a vast spectrum of interdependent factors such as ethnic tensions, transnational disputes, deepening inequalities within societies and failed States can contribute to armed conflict. However, climate change with its potentially dramatic consequences in terms of security such as the displacement and transfer of populations, the first of which we have already witnessed, will become an ever more crucial factor in the underlying causes of conflict as the climate will continue to change at an increasingly fast pace.

Mr. President,

Climate change is not fair. It impacts primarily the most vulnerable, those who are least responsible for its causes, yet have to cope with its effects on a daily basis. It is for this reason that the Luxembourg Development Cooperation has started several years ago to mainstream the issues of mitigation and adaptation to climate change in a systematic fashion in its development programs. It also provides Fast-Start financing to combat climate change. These contributions are new and additional to our Official Development Assistance, which has reached 1.09 % of our Gross National Income in 2010.

As the Luxembourg Minister for Development Cooperation and Humanitarian Affairs, Ms. Marie-Josée Jacobs, has recently recalled in her address to the 37<sup>th</sup> session of the FAO Conference in Rome, we also view these contributions in the context of conflict prevention, as measures aiming at ensuring sustainable development, since climate change, as the Secretary-General has indicated in his report, can endanger countries' stability by slowing down economic growth, by aggravating poverty and despair and by exacerbating the vulnerability of populations.

I thank you for your attention.